**Direction :** Direction des opérations

**Département :** Géo / CHDS / Gouv

**Pôle :** Direction pays Tunisie/ Libye

**Titre interne :** Expertise internationale long terme formation professionnelle et dialogue institutionnel et public-privé

**Thématique :** Employabilité \_ Migrations

**Durée :** Max. 34 mois

**Critères de sélection des candidatures :** Formation/Compétences/Expérience du candidat

**Zone géographique de la mission :** Afrique

**Pays principal de la mission :** Tunisie

**Ville de la mission :** Tunis

**Date de prise de fonction ou date de commencement d’exécution :** avril 2025

**Date limite de réponse :** 28 février 2025

**Code projet :** 23GOV0C358

**Langue :** Français

**Description du projet/contexte :**

Cette initiative s’inscrit dans le cadre du Partenariat Franco-Tunisien sur les Mobilités, visant à renforcer la coopération entre les deux pays, notamment à travers l’accord de 2008 sur la gestion des migrations. Elle met en avant le développement du capital humain tunisien en améliorant la formation, les compétences et l’intégration sur le marché du travail tunisien et français avec le soutien de l’AFD et d’Expertise France. La francophonie joue un rôle clé dans les mobilités circulaires, en facilitant l’accès au marché du travail francophone. Une nouvelle approche cherche à renforcer les compétences locales, encourager l’insertion en entreprise à partir de la formation professionnelle et faciliter la réintégration des Tunisiens de retour grâce à des services adaptés. Les migrations circulaires traditionnelles, comme les programmes de saisonniers, contribuent à répondre aux besoins en main-d’œuvre en France, confrontée au vieillissement de sa population.

La migration circulaire croissante en Tunisie oblige les centres de formation professionnelle à adapter leurs offres aux besoins des marchés tunisien et international, notamment pour les personnes en mobilité (mobilité professionnelle vers l’étranger et retour des Tunisiens de retour. Ces centres, initialement pourvoyeurs de compétences à l’échelle nationale, jouent désormais un rôle clé dans la promotion d’une migration légale et ordonnée, conformément au Pacte mondial de 2018. Ils contribuent à renforcer l’employabilité des travailleurs migrants en offrant des formations ciblées pour répondre aux exigences internationales, particulièrement dans des secteurs stratégiques. Outre les compétences techniques, l’accent est mis sur les compétences transversales comme les langues étrangères et la communication interculturelle, dans le cadre de formations complémentaires. Ces efforts soutiennent une migration circulaire bénéfique pour les migrants, les pays d’origine et de destination. Les centres proposent également des formations adaptées aux profils non diplômés et à une partie des Tunisiens de retour, pour faciliter leur insertion sur le marché national. Le partenariat franco-tunisien inclut un dispositif de suivi-évaluation pour mesurer l’impact de ces initiatives, tout en sensibilisant les migrants aux opportunités offertes par ces structures.

Depuis la révolution de 2011, la Tunisie fait face à une situation économique difficile, aggravée par l’instabilité politique, les tensions sécuritaires, les tendances économiques mondiales, la pandémie, et des problèmes structurels tels que le chômage des jeunes diplômés et le décrochage scolaire précoce. Ces facteurs poussent de nombreux jeunes à risquer leur vie par des migrations irrégulières. En 2020, une étude italo-tunisienne a révélé une augmentation significative de ces migrations vers l’Italie, avec 14 685 arrivées irrégulières, dont 87 % de Tunisiens, soit près de cinq fois plus qu’en 2019. Parallèlement, 11 970 tentatives non abouties ont été enregistrées. Ces tendances soulignent la nécessité d’une analyse à long terme pour comprendre les cycles migratoires et leurs causes profondes.

Le soutien à la réinsertion des Tunisiens de retour s’appuie principalement sur l’entrepreneuriat et, dans une moindre mesure, l’emploi salarié. Une meilleure coordination entre les institutions et acteurs internationaux est essentielle pour intégrer la formation professionnelle aux mécanismes existants de financement et de réinsertion. Ce soutien cible les personnes peu ou non qualifiées, en leur offrant des compétences adaptées aux secteurs économiques en tension. Le partenariat franco-tunisien, financé par l’AFD et le MEAE, appuie les centres de formation de Sousse et Nabeul comme projet pilote pour développer des formations courtes et qualifiantes, facilitant la réinsertion socioéconomique des Tunisiens de retour. Après évaluation, cette initiative pourrait être étendue à d’autres gouvernorats et métiers pour une accessibilité élargie et durable.

Dans le cadre du projet d’appui au partenariat franco-tunisien sur les programmes de mobilités entre la Tunisie et la France », Expertise France avec ses partenaires propose une stratégie d’intervention intégrée (2 axes stratégiques) dans une vision globale axée sur le développement durable, l’inclusion sociale et l’efficacité opérationnelle.

Elle vise à atteindre un objectif général « contribuer à une coopération positive sur la mobilité circulaire entre la Tunisie et la France, en s’appuyant sur le dispositif de formation professionnelle avec une attention particulière à l'intégration de genre », adossée à deux objectifs spécifiques (OS), un plan de déploiement des activités et l’atteinte de résultats, détaillés ci-après :

* OS1 : Accompagner les acteurs tunisiens et français de la migration et de l'emploi dans la mise en œuvre de programmes de migration circulaire encadrée, en renforçant l’offre de formation professionnelle répondant aux besoins des secteurs industriels en Tunisie et en France, tenant compte des inégalités de genre.
  + R.1.1 : L'offre de formation dans les métiers industriels est renforcée pour mieux répondre de manière équilibrée aux besoins des secteurs industriels tunisien et français et pour favoriser une migration circulaire.

**Activité 1.1.1 :** **Appuyer le dialogue bilatéral et public-privé entre la Tunisie et la France pour renforcer les échanges sur les besoins en compétences et les dispositifs de formation adaptés. Mise en place de partenariats pour promouvoir la formation initiale par alternance, la formation continue, la formation complémentaire et l’adéquation entre offre de formation et demande du marché.**

**Activité 1.1.2 Adapter les programmes de aux besoins des entreprises tunisiennes et françaises (après identification des besoins des entreprises françaises et tunisiennes, des entreprises mobilisées dans le cadre du projet, les synergies entre le projet, France-Travail, OFII, les centres de formation, etc.)**

* + R.1.2 : Les centres de formation pilotes de Sousse et Grombalia sont équipés et renforcés pour offrir des prestations de formation de qualité meilleure, permettant de mieux répondre aux besoins des marchés du travail en Tunisie et en France.

**Activité 1.2.1 Fournir des équipements complémentaires pour appuyer les centres de formation et répondre aux besoins spécifiques des formations en outillage et mécanique générale**

**Activité 1.2.2 Renforcer et développer les capacités du management et des équipes des 2 centres pour garantir une gestion durable des ressources et équipements,** **améliorer les liens avec leur environnement socio-économique, réviser le contenu des curricula, etc. (assistance technique liées aux formations et aux équipements)**

* + R.1.3 : Les services d'accompagnement pour une migration circulaire sont améliorés et mis en place, garantissant une intégration réussie des Tunisiens dans le marché du travail français.

**Activité 1.3.1 Renforcer la stratégie existante de préparation au départ en France pour les Tunisien.ne.s, en vue d’une meilleure intégration sur le marché du travail français.**

**Activité 1.3.2** **Organiser un salon franco-tunisien de l’emploi, avec la participation des acteurs économiques des deux pays, visant à mettre en relation les apprenant.e.s tunisien.ne. et les employeurs En France et en Tunisie.**

* OS2 : Renforcer la réinsertion professionnelle des Tunisiens de retour, en tenant compte des inégalités de genre, à travers une formation professionnelle adaptée aux besoins du marché tunisien, soutenue par une communication ciblée et un accompagnement spécifique via d'autres acteurs sectoriels et partenaires.
  + R.2.1 : Un accompagnement psychosocial est proposé en amont de la réinsertion socioprofessionnelle des Tunisiens de retour afin de faciliter leur adaptation et renforcer leur résilience face aux défis rencontrés. Ce soutien global inclut des actions d’assistance, de sensibilisation, d’écoute, et d’orientation vers des dispositifs adaptés.
  + R.2.2 : L’accès des Tunisiens de retour à la réinsertion, à travers l’appui à une formation professionnelle adaptée au public et au marché du travail tunisien est renforcé et une stratégie de communication, d’information et d’orientation ciblée est déployée.

**Description de la mission :**

Basé(e) à Tunis, l’expert.e international.e fera partie d’une équipe composée de collaborateurs basés à Tunis et à Paris.

Sous la supervision du Chef de projet, l’expert(e) international(e) définit la stratégie et met en œuvre les activités liées à l’OS1, en coordination étroite avec celles de l’OS2. Il/Elle sera particulièrement impliqué(e) dans l’élaboration stratégique et l’exécution du résultat R1.1, qui constitue un élément central du projet et en représente l’un des fils conducteurs.

Pour la mise en œuvre des résultats R1.2 et R1.3, l’expert(e) pourra s’appuyer sur des expertises ponctuelles. Un dialogue institutionnel et public-privé renforcé entre la Tunisie et la France, ainsi qu’une approche intra sectorielle, devront être établis et maintenus. Les activités identifiées seront déployées afin d’accompagner les acteurs tunisiens et français de la migration et de l’emploi dans la mise en œuvre de programmes de migration circulaire encadrée.

L’expert.e international.e aura pour **responsabilités principales :**

* Définir et mettre en œuvre avec rigueur le résultat R.1, en veillant particulièrement à la recherche de synergies et à l’établissement de partenariats.
* La mise en œuvre rigoureuse des autres actions concernées, l’évaluation et le contrôle qualité des activités sous sa responsabilité, conformément aux attentes techniques, calendaires, budgétaires et légales prévues aux contrats signés d’une part entre Expertise France et le Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères et d’autre part, entre Expertise France et l’Agence française du développement ;
* La mise en œuvre rigoureuse de ces activités, en accord avec les attentes des autorités tunisiennes et dans un esprit de coordination, s’appuie sur l’identification et l’analyse des besoins en compétences des secteurs clés des économies française et tunisienne, en lien avec les priorités nationales et internationales (cf. phase de démarrage) ;
* La proposition de mécanismes visant à renforcer le dialogue entre les institutions publiques, les entreprises privées et les acteurs de la formation professionnelle pour assurer une adéquation opérationnelle des formations aux besoins du marché de l'emploi en France et en Tunisie ;
* L’évaluation des besoins et la formulation de propositions visant à renforcer la coopération entre les deux pays dans le domaine de la formation professionnelle, en particulier à travers des programmes de mobilité, des partenariats éducatifs et la mise en place de dispositifs communs ;
* L’appui au Chef de projet dans le pilotage stratégique et opérationnel du projet, l’animation des partenariats, la gouvernance du projet et le suivi-évaluation du projet. Ce soutien vise à assurer la cohérence des actions avec les priorités stratégiques des parties prenantes, à maximiser l’impact du projet et à garantir une gestion efficace des ressources pour atteindre les objectifs à long terme.

De façon plus spécifique, l’expert.e international.e sera responsable de :

* Veiller à l’identification, à la mise en œuvre, à l’évaluation et à la supervision de la qualité des activités placées sous sa responsabilité ;
* Assurer le *reporting* des activités sous sa responsabilité, en respectant les formats et calendriers définis par EF (rapport de démarrage, annuel, final, etc.), et apporter un soutien au Chef de Projet dans ses démarches de *reporting* réguliers, selon ses besoins ;
* Elaborer ou participer à l’élaboration de documents fondamentaux liés aux activités, à savoir :
  + plan de projet (activités et chronogramme associés)
  + tableau de bord de suivi des performances
  + instances de gouvernance du projet
  + plan de communication, etc.
* Identifier et rédiger les termes de référence pour les experts, les activités et autres éléments relatifs à leurs missions, tout en assurant le recrutement des ressources nécessaires, telles que les prestataires ou spécialistes, pour garantir la réalisation des activités placées sous sa responsabilité ;
* Favoriser la collaboration et le dialogue avec les parties prenantes en Tunisie, en établissant des relations de coopération renforcées avec les administrations locales, les organisations régionales et internationales impliquées, ainsi que les acteurs de la société civile, dans une dynamique de partenariats stratégiques ;
* Assurer le suivi technique, administratif et le contrôle qualité de l’ensemble des experts, prestataires mobilisés dans le cadre des activités sous sa responsabilité, en lien direct avec l’Unité Support Projet (USP) – services achats, administratif, financier, juridique, et le Chef de Projet ;
* Entretenir des relations étroites avec l’USP, le Chef de Projet et l’ensemble des expertises mobilisées, afin de garantir une intervention cohérente et alignée sur les objectifs, en assurant une communication fluide et une coordination constante pour adapter les stratégies aux besoins du projet ;
* Veiller à établir et maintenir des relations techniques solides et constructives avec les partenaires européens et tunisiens impliqués, dans le cadre d'une collaboration étroite et sous la supervision stratégique du Chef de Projet ;
* Assurer l’ajustement de l’offre technique, incluant le cadre logique et la théorie du changement du projet, en intégrant les données stratégiques issues de la phase de lancement et tout au long du déploiement du projet, afin d’en garantir l’adaptation pertinente aux besoins identifiés.

En ce qui concerne la **gestion opérationnelle et technique** des activités sous sa responsabilité, l’expert.e international.e devra :

* Appuyer le dialogue bilatéral et public-privé entre la Tunisie et la France afin de renforcer les échanges sur les besoins en compétences et d'ajuster les dispositifs de formation en fonction des besoins identifiés
* Renforcer et développer les capacités du management et des équipes des 2 centres pour garantir une gestion durable des ressources et équipements et le contenu des curricula, etc. ;
* Renforcer la stratégie existante de préparation au départ en France pour les Tunisiens, en vue d’une meilleure intégration sur le marché du travail français et en lien avec différents acteurs ;
* Organiser un salon franco-tunisien de l’emploi, avec la participation des acteurs économiques des deux pays, visant à mettre en relation les diplômés de la formation professionnelle tunisiens et les employeurs français et tunisiens ;
* Garantir la mise en place, au démarrage du projet, du dispositif de suivi et évaluation pour les activités sous sa responsabilité et en lien étroit avec le CdP, en étroite collaboration avec le/la Chargé.e Suivi, Evaluation, Redevabilité et Apprentissage (SERA)
* Tout mettre en œuvre pour participer à une circulation de l’information fluide avec l’ensemble de l’équipe et des partenaires.

En ce qui concerne la **gestion administrative et financière** du projet, l’expert.e international.e de projet devra :

* Travailler en étroite collaboration avec l’Assistant.e de projet et l’Unité de Support Projet basé à Tunis ;
* Appuyer les centres de formation et tous partenaires identifiés lors des passations de marché ;
* Veiller à ce que les informations essentielles pour un suivi efficace des projets soient régulièrement mises à jour dans les délais impartis ;
* Contribuer au respect des procédures imposées par le bailleur et Expertise France (règles d’éligibilité des dépenses, achats, marchés, subventions, reporting, etc.).

**L’Agence :**

**Expertise France** est l’agence publique de conception et de mise en œuvre de projets internationaux de coopération technique.

Expertise France assure des missions d’ingénierie et de mise en œuvre de projets de renforcement des capacités, de mobilisation de l’expertise technique ainsi qu’une fonction d’ensemblier de projets faisant intervenir de l’expertise publique et des savoir-faire privés.

L’agence travaille en lien étroit avec les institutions publiques françaises mais aussi avec l'Union européenne pour répondre à la demande de pays partenaires qui souhaitent renforcer la qualité de leurs politiques publiques pour relever ces défis. Plus spécifiquement, l'agence coordonne et met en œuvre des projets d'envergure nationale ou régionale dans les principaux domaines de l'action publique :

* Gouvernance démocratique, économique et financière ;
* Paix, stabilité et sécurité ;
* Climat, biodiversité et développement durable ;
* Santé et développement humain.

**Profil souhaité :**

Le/la candidat.e doit disposer de l’expertise et des compétences suivantes :

* Diplôme universitaire de niveau supérieur, en coopération internationale, en développement, en droit international, en politique publique, en sciences politiques ou toute autre discipline pertinente ;
* Expérience senior en gestion de projets bilatéraux et promotion du dialogue institutionnel et dialogue public-privé.
* Expérience confirmée (au moins 12 ans) en gestion de projets de coopération internationale et/ ou d’assistance technique dans le domaine de l’employabilité et/ou de la formation professionnelle.
* Expérience avérée et connaissance approfondie des systèmes de formation professionnelle en Tunisie et en France.
* Connaissance du secteur et des acteurs de l’emploi en Tunisie et en France ;
* Connaissance des parcours de mobilité professionnelle entre la France et la Tunisie ;
* Une expérience en gestion de projets intégrant des populations vulnérables et notamment issues des flux migratoires serait un atout majeur.
* Capacité à développer des objectifs stratégiques à long terme et des étapes distinctes pour atteindre les objectifs ;
* Très bonne maîtrise des règles de gestion de projet de l’AFD et/ ou du MEAE ;
* Expériences multiples de travail dans la coopération technique internationale, en Tunisie un plus ;
* Expériences de travail avec des responsables internationaux de haut-niveau (ministres, responsables institutionnels…) ;
* Très bon niveau de français à l’oral et à l’écrit ;
* Excellentes capacités rédactionnelles et de reporting en français (rédaction de rapports techniques, stratégiques ou d’activités liés à l’exécution d’un projet, rédaction de note ou d’articles d’information) ;
* Fort sens de la diplomatie, de la relation publique et politique ;
* Capacité à travailler sous pression et à gérer une équipe.

**Informations complémentaires :**

* Lieu de la mission : Tunis, Tunisie et France avec déplacements prévus dans les gouvernorats de Sousse et de Grombalia
* Durée de la mission : 1 an renouvelable ; temps partiel
* Date de prise de fonction : Avril 2025
* Type de contrat : CDDU

*Les candidat.e.s intéressé.e.s sont invité.es à joindre leur curriculum vitae dans l'interface « Postuler ». Le CV ne devra pas excéder 6 pages et mettra en valeur les expériences les plus récentes et les plus probantes en lien avec les qualifications précitées.*

*Le lien vers l’offre est suivant* <https://www.expertisefrance.fr/en/on-recrute?redirected=2#page-12683---1---expert-e-international-e-en-formation-professionnelle-et-dialogue-institutionnel-et-public-p-h-f---fr_FR>

**Date limite de réponse :** 2 Mars 2025